

Vivarte, 2000 emplois supprimés malgré les 44 millions d'euros de l'Etat : les actionnaires sucent la bête

écrit par Christine Tasin | 24 janvier 2017



C'est et une catastrophe et un scandale.

Catastrophe pour les milliers d'emplois qui vont disparaître. Les pauvres gens... Les familles dans l'angoisse, dans le manque de perspective...

Catastrophe pour la France qui voit peu à peu ce qui lui reste de forces vives, d'entreprises françaises disparaître.

Et un double scandale.

D'abord, les fonds à qui appartient le groupe Vivarte (Halle aux chaussures, Halle aux vêtements, Kookaï, Chevignon, Pataugas, André...) se servent copieusement sur la bête, comme l'a clairement dit Laurent Berger, secrétaire général de la CFDT, qui a demandé aux actionnaires du groupe "d'arrêter de se servir sur l'entreprise".

Vivarte c'est l'emblème de la mondialisation, d'une concurrence effrénée, de groupes géants qui ne cessent d'acheter, de vendre, de faire suer le salarié pour toujours plus de profits.

L'année dernière, déjà, Vivarte avait supprimé 2000 emplois et vendu quelques-uns de ses bijoux de famille (Kookaï, Chevignon, Pataugas...). Mais cela ne suffit toujours pas, on parle d'à nouveau 2000 emplois supprimés, bien plus que les 132 magasins Halle aux Chaussures prévus pourraient fermer, et La Halle aux Vêtements pourrait être touchée elle aussi. Or c'est 480 magasins et 4100 salariés... Enfin, la très vieille enseigne André pourrait elle aussi disparaître avec ses 750 salariés.

Ensuite, il faut savoir que l'Etat a versé en 3 ans 44 millions d'euros dont 14 en 2016, au titre du Crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE)... A qui et à quoi ont servi ces 44 millions ? Dans un océan de dettes du groupe, plus d'un milliard...

Pour en savoir plus voir l'article du Monde [ici](#).

Seul le FN semble prendre acte de la gravité de la situation. Oui il faut revenir au patriotisme économique. Oui il faut protéger nos entreprises et cesser le dumping sauvage qui nous tue, peu à peu.

Communiqué de Presse du Front National

:: <http://www.frontnational.com/2017/01/vivarte-nouvelle-victime-francaise-des-fonds-vautours/>

Vivarte – nouvelle victime française des fonds vautours

Le Front National apporte tout son soutien aux salariés du groupe Vivarte, confrontés ce-jour à l'annonce probable d'un plan social massif qui pourrait comprendre, selon les syndicats, jusqu'à 2000 suppressions de postes.

Ce plan social apparaît comme une exigence des fonds vautours propriétaires du groupe, et qui n'ont eu pour seule politique que son démantèlement et la vente de ses

marques les plus emblématiques, comme l'illustre la cession annoncée cet été des marques Kookaï, Chevignon et Pataugas. Dans le viseur à présent : La Halle, André ou encore Naf Naf, sur lesquelles il est à craindre, sinon une cession, au moins la fermeture de plusieurs centaines de boutiques.

En outre, ce plan s'ajoute à celui déjà mis en œuvre en septembre 2015 et qui a vu la suppression de 1850 postes, sans effet positif sur la situation du groupe.

Vivarte doit faire face à un double péril : d'une part sa gestion interne, avec une stratégie de montée en gamme à rebours de l'histoire populaire des marques du groupe, d'autre part la situation extraordinairement périlleuse de la filière textile dans notre pays, confrontée à la concurrence déloyale des pays à bas coût et qui a déjà mis à terre tant de sociétés françaises.

Dans ce contexte, la pression insupportable exercée par des fonds vautours à la recherche d'une rentabilité immédiate, sans considération pour l'emploi et sans stratégie intelligente, ne pouvait qu'aboutir à la situation dramatique que nous connaissons.

Si nous ne voulons pas que le drame que vivent aujourd'hui les salariés de Vivarte, après déjà tant d'autres salariés avant eux, ne se reproduise éternellement, il faut d'urgence changer les règles du jeu. Tout l'effort de notre politique visera à redonner la primauté de l'économie réelle sur l'économie financière, et donc à combattre féroce l'action nocive des fonds vautours. Il faudra également oser la patriotisme économique et le protectionnisme intelligent pour protéger nos secteurs en difficulté de la concurrence déloyale internationale.